

---

**Comité préparatoire de la Conférence  
des Parties chargée d'examiner  
le Traité sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

29 novembre 2009

Français

Original: anglais

---

**Deuxième session**

**Compte rendu analytique de la 1<sup>re</sup> séance**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 28 avril 2008 à 10 heures

*Président:* M. Yelchenko.....(Ukraine)

**Sommaire**

Ouverture de la session

Débat général sur les questions liées à tous les aspects des travaux du Comité préparatoire

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

**Ouverture de la session** (point 1 de l'ordre du jour)

1. **Le Président** déclare ouverte la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2010 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

*Déclaration du Haut Représentant pour les affaires de Désarmement*

2. **M. Duarte** (Haut Représentant pour les affaires de désarmement) déclare que la Conférence d'examen de 2010 sera un grand tournant pour le Traité, et souligne qu'il importe de faire de cet événement un succès, afin d'éviter une répétition de l'échec décevant enregistré en 2005.

3. Heureusement, des changements positifs sont survenus dans de nombreux domaines liés au Traité, tels que l'initiative en faveur du désarmement nucléaire connue sous le nom de «plan Hoover» et les récentes déclarations faites par les dirigeants de la France et du Royaume-Uni annonçant des réductions de leurs arsenaux. Malgré des mesures prises en vue de l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs, des reculs ont également été constatés depuis 2005, en particulier l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée en octobre 2006; néanmoins, le moratoire international de fait sur les essais a par ailleurs perduré, et les efforts se poursuivent dans le monde entier pour assurer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un événement qui, il faut le souhaiter, devrait intervenir avant la Conférence d'examen. M. Duarte espère également que la République populaire démocratique de Corée assistera à la Conférence d'examen de 2010 en tant qu'État non doté d'armes nucléaires, et qu'une solution diplomatique pourra être trouvée en ce qui concerne les préoccupations internationales constantes au sujet des activités nucléaires en République islamique d'Iran avant 2010, une solution qui exige à la fois que le Gouvernement iranien se conforme pleinement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et que le droit légitime de ce pays d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques soit pleinement respecté, conformément au Traité.

4. D'ici à 2010, la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient doit être étudiée plus avant. Les États dotés d'armes nucléaires en particulier doivent reconnaître la nécessité d'œuvrer en faveur de cet objectif et de ratifier les protocoles annexés aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions, tels que le Traité de Pelindaba et le Traité portant création d'une zone d'armes nucléaires en Asie centrale. La réalisation de tous ces objectifs d'ici à 2010 marquerait une étape importante dans la réalisation des objectifs de l'article VII du Traité.

5. M. Duarte souligne la nécessité de parvenir à un accord sur des objectifs communs et sur un processus d'examen efficace qui permette d'évaluer dans quelle mesure les États parties auront été efficaces dans la réalisation de ces objectifs. Certes, il y aura toujours des divergences d'opinion, mais il est à espérer que toutes les parties conviendront de ce que le Comité doit travailler dans le même sens pour atteindre les trois principaux objectifs du TNP avec un sens élevé de la responsabilité et de la transparence; le Comité doit examiner la façon de continuer à renforcer le processus dans les années à venir. Il faut espérer que, contrairement à ce qui fut le cas lors de la première session, les travaux de la deuxième session permettront un examen plus approfondi des questions clefs liées à ces trois objectifs principaux. Un terrain d'entente sur les questions de fond devra être trouvé et les principales questions procédurales et administratives, y compris un accord sur un ordre du jour, devront être réglées avant l'ouverture de la Conférence d'examen.

6. La responsabilisation et la transparence font également partie intégrante de la question importante du financement des sessions du Comité préparatoire et des Conférences d'examen. Ce sont les États parties – et certainement pas l'ONU – qui doivent veiller à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour financer les événements liés à la Conférence. Certains engagements financiers de dernière minute ont permis l'ouverture de la deuxième session du Comité préparatoire, mais une nouvelle crise financière de ce type pourrait ne pas être si facile à résoudre à l'avenir. Les États parties devraient donc considérer comme prioritaire le paiement des sommes dues, et les sommes à payer devraient être réglées longtemps avant la dernière session du Comité préparatoire et la Conférence elle-même, conformément à la date limite communiquée par le Secrétaire général. Les retards de paiement et les non-versements n'ont pas seulement des incidences négatives sur le processus pluriannuel d'examen; ils soulèvent aussi des questions sur l'importance que les États parties accordent au Traité.

*Allocution d'ouverture prononcée par le Président*

7. **Le Président**, rappelant que quarante années se sont écoulées depuis que le TNP a été ouvert à la signature, déclare que le Traité a joué un rôle vital en contenant la prolifération des armes nucléaires dans le monde. Son immense contribution à la paix et à la sécurité internationales se fera sentir pendant de nombreuses années. Cependant, des difficultés considérables se posent aujourd'hui tant en ce qui concerne le TNP que la sécurité du monde en général, difficultés qu'il sera plus aisé d'aborder par une approche multilatérale. Le Comité préparatoire doit trouver les moyens de lutter contre les difficultés actuelles et assurer l'application complète de la feuille de route tracée dans la résolution de la Conférence d'examen de 1995 et dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000. La deuxième session du Comité préparatoire devrait être axée sur la recherche de solutions aux questions de fond et tourner le dos au sentiment de pessimisme qui est un reliquat du précédent cycle d'examen. S'il est vrai que, dans le passé, seules quelques conférences d'examen ont été en mesure de parvenir à un accord sur les questions de fond, le cycle qui vient de commencer doit être appréhendé de façon positive, et les travaux du Comité doivent se fonder sur l'évolution positive actuelle en matière de non-prolifération. Le Président fera de son mieux pour assurer des débats harmonieux et fructueux, mais les résultats de la session dépendront en grande partie de la capacité des délégations à faire des compromis et de leur empressement à parvenir à un objectif précis. Il réclame donc de leur part un appui et une attitude constructive en vue d'établir un consensus sur les questions de procédure et de fond en suspens et de produire un résultat qualitatif qui constitue une base solide pour le reste du cycle d'examen.

*Organisation des travaux*

8. **Le Président** rappelle que l'ordre du jour pour toutes les sessions du Comité préparatoire a été adopté à la première session du Comité en 2007 et publié sous la cote NPT/CONF.2010/PC.I/15. L'ordre du jour a également été reproduit dans le rapport de la première session du Comité (NPT/CONF.2010/PC.I/22, par. 9).

9. Il appelle l'attention sur le calendrier indicatif (NPT/CONF.2010/PC.II/INF.2), qu'il considère que le Comité souhaite suivre.

10. *Il en est ainsi décidé.*

11. **Le Président** rappelle qu'en ce qui concerne la participation aux sessions du Comité préparatoire des représentants d'États autres que les États parties, des représentants des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales, ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales, conformément au Règlement intérieur de la Conférence d'examen du TNP de 2005, qui s'applique *mutatis mutandis* aux travaux du Comité, les représentants de l'Organisation des Nations Unies et de l'Agence

internationale de l'énergie atomique sont autorisés à assister aux réunions du Comité et à y présenter des exposés oraux et écrits.

12. Il rappelle en outre qu'à sa première session, le Comité a, sur la base des articles pertinents du Règlement intérieur de la Conférence d'examen du TNP de 2005, décidé que:

«Les représentants d'États qui ne sont pas parties au TNP seraient autorisés, sur leur demande, à participer en tant qu'observateurs à toutes les séances du Comité qui ne seraient pas des séances privées, à occuper, dans la salle du Comité, les sièges correspondant à la plaque portant le nom de leur pays et à recevoir les documents du Comité. Ils seraient en outre autorisés à soumettre des documents aux autres participants.

Les représentants des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales internationales et régionales seraient autorisés, sur leur demande, à participer en tant qu'observateurs à toutes les séances du Comité qui ne seraient pas des séances privées, à occuper, dans la salle du Comité, les sièges correspondant à la plaque portant le nom de leur organisation et à recevoir les documents du Comité. Ils auraient en outre le droit de soumettre par écrit leurs points de vue et leurs observations sur les questions relevant de leur domaine de compétence et de les diffuser en tant que documents du Comité. Par ailleurs, le Comité a décidé que compte tenu de l'arrangement convenu à sa troisième session, en vue de la Conférence d'examen de 2005 qui s'appliquerait *mutatis mutandis*, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales internationales et régionales seraient invitées au cas par cas, et sur décision du Comité, à faire des exposés devant ce dernier.

Les représentants des organisations non gouvernementales seraient autorisés, sur leur demande, à assister à toutes les séances du Comité qui ne seraient pas des séances privées, à occuper un siège dans le secteur désigné, à recevoir les documents du Comité et à mettre, à leurs frais, des documents à la disposition des autres participants. Le Comité réserverait également à chacune de ses sessions une séance pour leur permettre d'intervenir.».

13. Le Président dit que les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales ci-après ont demandé à assister aux réunions du Comité préparatoire: Agence brésilienne-argentine de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, Commission européenne, Ligue des États arabes, Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ainsi que 64 organisations non gouvernementales, énumérées dans le document NPT/CONF.2010/PC.II/INF.4/Rev.1.

14. Il considère que le Comité souhaite prendre acte de ces demandes.

15. *Il en est ainsi décidé.*

16. **Le Président** appelle l'attention sur le document NPT/CONF.2010/PC.II/1 concernant le coût estimatif de la Conférence d'examen de 2010, établi par le secrétariat à la demande du Comité. Aux paragraphes 17 et 18 du document sont citées les dispositions contenues dans la déclaration orale délivrée dans le contexte de la résolution 61/70 de l'Assemblée générale, du 6 décembre 2006, visant à faire en sorte que les coûts associés à la préparation et à la tenue de la Conférence d'examen de 2010 et des sessions de son Comité préparatoire soient supportés par les États parties au Traité et qu'il n'y ait pas d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU. Le secrétariat n'entreprendra ces activités qu'après avoir reçu suffisamment de fonds suffisamment à l'avance. Il prévoit de revenir sur cette question plus avant dans la session et d'y consacrer suffisamment de

temps, une fois que les délégations auront examiné le contenu du document NPT/CONF.2010/PC.II/1.

17. Il appelle également l'attention sur le document NPT/CONF.2010/PC.II/INF.1, en particulier sur ses paragraphes 9 et 10 concernant la documentation, rappelant que le Comité doit se conformer aux lignes directrices sur la soumission des documents telles qu'adoptées par l'Assemblée générale, afin d'en assurer la traduction et la distribution en temps voulu. Pour accélérer les travaux et la publication des documents de session, il est fortement recommandé de faire en sorte que les documents ne dépassent pas cinq pages. Afin de se conformer à ces exigences, les délégations sont encouragées à ne faire figurer dans leurs rapports que des nouvelles informations. En outre, les documents de travail et les propositions déjà soumises dans le cycle d'examen ne doivent pas être soumis à nouveau. À la première session du Comité, en 2007, la documentation a presque été multipliée par trois par rapport à celle de la première session du cycle d'examen précédent. Produire la documentation officielle en six langues a été l'un des postes budgétaires les plus coûteux et un facteur majeur de l'escalade des coûts.

#### **Débat général sur les questions liées à tous les aspects des travaux du Comité préparatoire (point 4 de l'ordre du jour)**

18. **M. Oh Joon** (République de Corée) dit que le TNP doit demeurer la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et de désarmement. Les trois piliers du Traité devraient être perçus comme se renforçant mutuellement, car la préservation de leur fragile équilibre est essentielle à la sauvegarde de la crédibilité du régime du TNP. Les difficultés importantes qui ont fragilisé le TNP, en particulier les risques de prolifération émanant de la République populaire démocratique de Corée et de la République islamique d'Iran, l'insuffisance des progrès du désarmement nucléaire et la menace d'une association possible entre armes nucléaires et terrorisme, continuent d'échapper à tout contrôle et appellent un engagement durable de la part des États parties. Pour résoudre ces difficultés, les problèmes et les faiblesses du régime institué par le TNP doivent être abordés avec détermination pour qu'une solution puisse y être apportée. L'importance des garanties de l'AIEA pour faire en sorte que les États se conforment à leurs obligations en matière de non-prolifération ne saurait être surestimée, et l'accord de garanties généralisées et le Protocole additionnel – auxquels la République de Corée est particulièrement attachée – devraient être universels.

19. La République de Corée attache de l'importance au droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en tant que droit indispensable au développement durable. Dans le même temps, ce droit devrait être assorti de garanties efficaces contre les abus de proliférateurs potentiels, qui devraient être assujetties au plein respect des obligations en matière de non-prolifération énoncées dans les articles I, II et III.

20. L'orateur réaffirme son attachement à l'objectif du désarmement nucléaire dans le cadre de l'instauration d'un monde exempt de ces armes. Il est essentiel d'assurer l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais (TICE). C'est pourquoi l'orateur appelle les États énumérés à l'annexe 2 à ratifier le Traité dès que possible. Il réclame en outre l'ouverture rapide de négociations sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles. Il exhorte également les trois États non parties au TNP à y adhérer sans plus tarder en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires.

21. Compte tenu du retrait de la République populaire démocratique de Corée du TNP, il est temps d'examiner la possibilité de mettre en place un mécanisme efficace de réponse collective face à de tels retraits. Une autre tâche importante consiste à mobiliser la volonté politique nécessaire pour préserver et consolider le régime du TNP, car il est essentiel de disposer d'un environnement politique favorable pour atteindre des résultats précis pendant le cycle d'examen. À cette fin, la communication destinée à alerter la population du monde

sur les dangers de la prolifération nucléaire et à l'informer des avantages du désarmement nucléaire doit être renforcée, de sorte que davantage d'États optent durablement pour la voie du désarmement et de non-prolifération.

22. **M. Antonov** (Fédération de Russie) dit que les nouvelles difficultés qui menacent la non-prolifération nucléaire doivent être traitées d'abord et avant tout dans le cadre du TNP. Le Traité doit donc devenir universel, plus efficace et plus viable, il doit être renforcé, et les États non juridiquement liés par cet instrument doivent être réunis sous le régime du Traité.

23. Une des priorités du processus d'examen en cours doit consister à créer les conditions pour permettre à toutes les Parties au TNP de bénéficier pleinement et librement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, sans compromettre la non-prolifération. Chaque pays pourrait créer ses propres installations d'enrichissement d'uranium, produire et retraiter son propre combustible, mais il s'agit là d'un processus particulièrement complexe, non seulement du point de vue financier, mais aussi en termes de ressources intellectuelles, scientifiques, matérielles et techniques requises, qui retarderait pendant des années la mise en œuvre des projets nationaux en matière d'énergie nucléaire, étant donné le temps nécessaire pour construire de telles installations. Les États craignant légitimement de ne pas pouvoir dépendre entièrement des marchés ou de la volonté politique de certains États, il faut recourir à des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, dans le cadre desquelles l'AIEA pourrait jouer un rôle central. Dans ce contexte, la Fédération de Russie a créé le Centre international d'enrichissement d'uranium; ceux qui coopèrent avec le Centre bénéficieront d'un accès garanti aux services d'enrichissement pour répondre à leurs besoins en combustible nucléaire sans avoir à créer leurs propres installations de production. La Fédération de Russie a également proposé de constituer, dans le cadre du Centre et sous administration de l'AIEA, des réserves d'uranium faiblement enrichi, afin que les matières puissent être fournies à des pays tiers sur décision de l'Agence, pour autant que du combustible ne leur ait pas été refusé pour des motifs politiques.

24. L'amélioration de l'efficacité des activités de vérification de l'AIEA est un aspect important du renforcement de la non-prolifération nucléaire, notamment par les possibilités offertes par le Protocole additionnel à l'Accord de garanties, un instrument que la Fédération de Russie a ratifié. La Fédération de Russie a également achevé toutes les réductions des armes offensives stratégiques qui avaient été prévues dès 2001 dans le Traité START, et continue de réduire le nombre de ses vecteurs stratégiques et de ses ogives. Elle a continué à s'acquitter de ses obligations en vertu du Traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs conclu entre la Fédération de Russie et les États-Unis, et elle a respecté scrupuleusement le Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée. En octobre 2007, le Président de la Fédération de Russie a lancé une initiative, soutenue par les États-Unis, pour rendre les obligations énoncées dans ce traité véritablement universel.

25. Compte tenu de l'interdépendance entre les armements stratégiques offensifs et défensifs, le déploiement accéléré du système mondial de défense antimissile sans tenir compte des intérêts sécuritaires d'autres États pourrait amener ces mêmes États à créer leurs propres systèmes de défense, ce qui aurait pour effet de relancer la propagation de ces armes à travers le monde et de nuire à l'ensemble du processus de désarmement nucléaire.

26. M. Antonov préconise des efforts supplémentaires pour promouvoir l'entrée en vigueur du TICE, se félicitant de la récente ratification du Traité par la Colombie, et exhorte tous les États dont l'adhésion permettrait cette entrée en vigueur à ratifier le TICE dès que possible. Il réaffirme son appui à l'élaboration d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et déclare que le renforcement des garanties de sécurité accordées aux États non dotés d'armes nucléaires demeure un sujet d'actualité. Il faut parvenir à un accord mondial sur l'octroi aux États non dotés d'armes nucléaires de garanties de sécurité qui exclut l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires.

27. La création de zones exemptes d'armes nucléaires contribue grandement à renforcer la non-prolifération nucléaire et la sécurité régionale et internationale. M. Antonov mentionne le Traité signé en 2006 par les cinq États d'Asie centrale portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région, et invite tous les États dotés d'armes nucléaires à appuyer ce traité. Il appelle également l'attention sur le caractère toujours aussi actuel de l'initiative russe visant à concentrer les armes nucléaires sur les territoires nationaux des États qui en sont déjà dotés, initiative dont la mise en œuvre permettrait d'augmenter le nombre de pays totalement exempts de ces armes.

28. Il réaffirme l'attachement de la Russie à la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence d'examen du TNP de 1995, et indique sa volonté d'engager un dialogue constructif avec tous les pays concernés et d'examiner les propositions constructives visant à permettre la mise en œuvre de la résolution et l'élaboration de recommandations appropriées par la Conférence d'examen de 2010.

29. Malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'arrangement conclu entre Téhéran et l'AIEA pour clarifier les questions en suspens relatives aux activités nucléaires passées, la République islamique d'Iran doit prendre de nouvelles mesures pour rétablir la confiance dans le caractère pacifique de son programme nucléaire. La situation devrait cependant être réglée exclusivement par des moyens politiques et diplomatiques, ce qui appelle des efforts supplémentaires pour rechercher les moyens d'entamer un processus de négociation.

30. Prenant acte des événements positifs survenus dans le règlement de la question nucléaire sur la péninsule coréenne, M. Antonov plaide pour un engagement diplomatique encore plus actif dans le cadre des pourparlers à six visant à trouver des solutions mutuellement acceptables qui permettraient d'assurer, entre autres, le retour de la République populaire démocratique de Corée dans le régime institué par le TNP.

31. Un facteur essentiel pour garantir la sécurité globale de tous les États et la communauté internationale est la capacité de contrer efficacement et en temps voulu la menace terroriste nucléaire. L'Initiative globale de lutte contre le terrorisme nucléaire annoncée par les Présidents des États-Unis et de la Fédération de Russie en 2006 a contribué aux efforts entrepris pour trouver une solution et a prouvé sa raison d'être.

32. **M. Logar** (Slovénie), s'exprimant au nom de l'Union européenne, déclare que l'Union est déterminée à préserver intégralement le régime de non-prolifération nucléaire et à le renforcer, comme elle l'a souligné dans sa position commune du 25 avril 2005. Sa Stratégie de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, adoptée en décembre 2003, est fondée sur la conviction selon laquelle une approche multilatérale de la sécurité, notamment du désarmement et de la non-prolifération, constitue le meilleur moyen de maintenir l'ordre international.

33. La possession d'armes nucléaires par des États non parties au TNP et le non-respect des dispositions du Traité par des États parties à ce même instrument sapent les efforts de non-prolifération et de désarmement. M. Logar appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au TNP en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Les trois piliers du Traité qui se renforcent mutuellement, à savoir la non-prolifération, le désarmement et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, sont essentiels à la paix et à la sécurité du monde.

34. Le commerce illicite de matières et de technologies nucléaires hautement sensibles appelle des contrôles des exportations stricts et coordonnés aux niveaux national et international. Le Groupe des fournisseurs nucléaires précise que seuls les États qui ont conclu un accord de garanties avec l'AIEA peuvent bénéficier de transferts d'articles visés par des mesures de contrôle. Les États membres de l'Union européenne répondent à cette exigence et travaillent au sein du Groupe des fournisseurs nucléaires pour veiller à ce que la

ratification du Protocole additionnel devienne une condition requise en vue de l'exportation de matières et de technologies nucléaires contrôlées et connexes. Dans sa résolution 1540, le Conseil de sécurité aborde la question des réseaux de trafic et de vente illicites et, en particulier, la question du rôle des acteurs non étatiques dans la prolifération des technologies se rapportant aux armes de destruction massive. M. Logar exhorte les États à appliquer les dispositions de cette résolution, se félicite de la prorogation pour deux ans du mandat de la Commission 1540 en vertu de la résolution 1673 du Conseil de sécurité, et se déclare favorable à une nouvelle reconduction en 2008. Pour mettre en œuvre la résolution, l'Union européenne a adopté une action commune en 2006 et en prépare actuellement une nouvelle, qui comprendrait une série d'ateliers thématiques organisés dans plusieurs régions concernant le renforcement des contrôles des exportations.

35. En ce qui concerne le risque croissant de terrorisme nucléaire, M. Logar appuie l'Initiative globale de lutte contre le terrorisme nucléaire et l'Initiative de sécurité en matière de prolifération. Les efforts faits par l'Union européenne pour renforcer la sécurité nucléaire à l'échelle mondiale et empêcher les terroristes d'avoir accès à des matières nucléaires et radioactives consistent notamment, en plus des contributions individuelles des États membres, à adopter des actions communes visant à alimenter le fond pour la sécurité nucléaire de l'AIEA.

36. Les accords de garanties généralisées et les Protocoles additionnels conclus avec l'AIEA constituent un maillon essentiel du régime mondial de non-prolifération nucléaire, car ils ont permis de renforcer les critères de mise en œuvre et facilité la détection des violations. M. Logar appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à conclure des Protocoles additionnels avec l'AIEA.

37. Des mesures doivent être prises pour dissuader les États de se retirer du TNP et faire face aux conséquences d'un tel retrait, y compris la suspension de la coopération nucléaire.

38. Par sa résolution 1803 sur le programme nucléaire de la République islamique d'Iran, le Conseil de sécurité a, pour la quatrième fois, envoyé un message fort illustrant la détermination internationale. M. Logar déplore que la République islamique d'Iran s'obstine à ne pas se conformer aux exigences du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA en refusant d'autoriser aux inspecteurs de l'AIEA l'accès à ces installations, en ne faisant pas toute la lumière sur ses activités passées et en ne suspendant pas ses activités d'enrichissement et de retraitement. Il souligne les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail établi avec l'AIEA et appelle Téhéran à se conformer aux résolutions 1737, 1747 et 1803 du Conseil de sécurité, et à remplir les exigences de l'AIEA. L'Union européenne demeure attachée à une solution négociée et rapide au problème nucléaire iranien et privilégie une double approche. Elle réaffirme son appui aux propositions présentées à la République islamique d'Iran en juin 2006 par le Secrétaire général et le Haut Représentant de l'Union européenne, propositions qui pourraient être élaborées plus avant. Tout en reconnaissant le droit de la République islamique d'Iran d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, l'Union européenne souhaite assurer la mise en œuvre des mesures préconisées dans les résolutions du Conseil de sécurité, et M. Logar appelle tous les pays à en faire de même. L'Union européenne est unie dans sa détermination à ne pas laisser la République islamique d'Iran se doter de capacités nucléaires militaires et à éliminer tous les risques de prolifération que pose le programme nucléaire iranien.

39. S'agissant des préoccupations concernant la République populaire démocratique de Corée, M. Logar attache une grande importance à l'objectif commun des six parties de parvenir à une dénucléarisation de la péninsule coréenne de façon pacifique. Il importe de respecter les engagements contenus dans la déclaration commune du 19 septembre 2005, car ils conduiront à l'annulation et au démantèlement complets, vérifiables et irréversibles du programme nucléaire. M. Logar appelle la République populaire démocratique de Corée

à se conformer aux résolutions 1695 et 1718 du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux obligations découlant du TNP, et à mettre en œuvre l'accord de garanties généralisées conclu avec l'AIEA. Il rappelle que la République populaire démocratique de Corée a pour obligation de ne pas réaliser d'exportations comportant des risques de prolifération. L'Union européenne appuie les activités de surveillance et de vérification menées par l'AIEA en République populaire démocratique de Corée, et elle a adopté une action commune dans le but d'y contribuer financièrement.

40. M. Logar se félicite de la réduction des armements stratégiques et non stratégiques nucléaires et de leurs vecteurs depuis la fin de la guerre froide, notamment des importantes réductions réalisées par deux États membres de l'Union européenne. Il faut opérer une réduction globale des stocks mondiaux d'armes nucléaires, avec un effort plus particulier de la part des États qui détiennent les arsenaux les plus importants. Le principe de l'irréversibilité doit guider toutes les mesures en matière de désarmement nucléaire et de maîtrise des armements. Certains États dotés d'armes nucléaires font depuis peu preuve de davantage de transparence concernant leurs stocks, et M. Logar encourage tous les autres États concernés à en faire de même. Il mentionne les déclarations faites par les Présidents de la Fédération de Russie et les États-Unis en 1991 et 1992 concernant les réductions unilatérales de leurs stocks d'armements nucléaires non stratégiques et appelle tous les États qui possèdent des armes nucléaires non stratégiques à les prendre en compte dans le cadre de leurs efforts généraux de limitation des armements et de désarmement. Le Traité sur la réduction des armements stratégiques (START) doit expirer en 2009, et le Traité de Moscou sur les réductions des armes stratégiques offensives conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie expire le 31 décembre 2012. M. Logar se félicite des réductions des armes nucléaires que ces traités ont rendues possibles, et salue les discussions concernant l'élaboration d'un arrangement devant succéder au Traité START, y compris la récente annonce faite par les deux pays selon laquelle ils travaillaient à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant. Les États-Unis et la Russie ont en outre renouvelé leur attachement au Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (Traité INF) dans la déclaration commune qu'ils ont faite au cours de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et ils ont proposé d'examiner la question de l'élimination mondiale de tous les missiles sol-sol de courte portée et de portée intermédiaire. Les États membres de l'Union européenne et la Communauté européenne ont désactivé des milliers d'ogives nucléaires et transformé des stocks de matières nucléaires de qualité militaire de façon à ce que ces matières ne puissent plus être utilisées pour fabriquer des armes.

41. M. Logar exhorte tous les États, en particulier ceux qui sont visés à l'annexe 2, à signer et ratifier sans délai ni conditions le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et, en attendant l'entrée en vigueur de cet instrument, à observer un moratoire sur les essais nucléaires et à s'abstenir de tout acte qui serait contraire aux dispositions du Traité. Les récentes ratifications qui sont intervenues expriment un signal fort aux neuf États dont la ratification est encore essentielle à l'entrée en vigueur du Traité. M. Logar appelle les États qui ont signé ou ratifié le Traité à verser à temps leurs contributions au Comité préparatoire. Il exhorte tous les États à démanteler leurs sites d'expérimentation nucléaire de façon transparente et ouverte sous le regard de la communauté internationale.

42. M. Logar préconise la négociation, sans conditions préalables, d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement, qui est l'unique instance multilatérale dont dispose la communauté internationale pour négocier sur les questions de désarmement.

43. Il affirme la valeur élevée des actuelles garanties de sécurité juridiquement contraignantes accordées aux États non dotés d'armes nucléaires Parties au TNP contre

l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes, telles qu'elles figurent dans les protocoles annexés aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et dans les déclarations unilatérales faites par les États dotés d'armes nucléaires. Les garanties positives et négatives peuvent contribuer à dissuader de se procurer des armes de destruction massive.

44. Les zones exemptes d'armes nucléaires renforcent la paix et la sécurité régionales et mondiales et contribuent à promouvoir le désarmement nucléaire, la stabilité et la confiance. M. Logar se réjouit de la signature et de la ratification par les États dotés d'armes nucléaires des protocoles pertinents annexés aux traités portant création de telles zones. Il exhorte les États du Moyen-Orient à créer une zone vérifiable exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, à adhérer au TNP, à la Convention sur les armes biologiques et à la Convention sur les armes chimiques et à conclure, s'ils ne l'ont pas encore fait, des accords de garanties généralisées et des Protocoles additionnels avec l'AIEA.

45. Il réaffirme l'attachement au droit inaliénable de toutes les Parties au TNP de faire des recherches nucléaires civiles et de produire et utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination et conformément aux articles I, II et III du Traité. Un nombre croissant d'États parties ont manifesté un intérêt pour des programmes nucléaires civils dans la satisfaction de leurs besoins en énergie à long terme. L'Union européenne s'attachera à promouvoir l'utilisation responsable de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, dans un cadre empêchant la diffusion de technologies et de matières sensibles à des fins militaires. M. Logar se félicite de l'initiative du Directeur général de l'AIEA d'entreprendre l'examen de la question de la multilatéralisation du cycle du combustible nucléaire dans le but de mettre en place des mécanismes permettant l'accès à l'énergie nucléaire. Des solutions pragmatiques intégrant les réalités économiques et les besoins réels des pays bénéficiaires doivent être trouvées, dans le respect de conditions de sécurité et de sûreté optimales et avec une gestion responsable des déchets. À cet égard, M. Logar rappelle la nécessité de poursuivre la coopération internationale, ainsi que le Code de conduite de l'AIEA sur la sécurité et la sûreté des sources radioactives.

46. **M<sup>me</sup> Swords** (Canada) dit que la Conférence d'examen de 2005 a été décevante, et qu'il importe au plus haut point que les États parties insistent sur la pertinence du Traité, maintiennent le compromis entre permanence et obligation redditionnelle trouvé en 1995, et résolvent les graves difficultés qui se posent.

47. L'essai nucléaire réalisé en octobre 2006 par la République populaire démocratique de Corée a représenté un acte de défiance caractérisé à la manifestation de la volonté de la communauté internationale. Depuis, le Conseil de sécurité a agi et des progrès ont été faits dans le cadre des pourparlers à six. M<sup>me</sup> Swords exhorte la République populaire démocratique de Corée à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité, à respecter les engagements pris dans le cadre des pourparlers à six et à se déclarer à nouveau liée par le régime du TNP. S'agissant des récentes informations faisant état d'une coopération illicite entre la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne dans le domaine nucléaire, elle exhorte les deux pays à coopérer avec l'AIEA dans le but de clarifier la situation.

48. La République islamique d'Iran fait peser une autre menace sur la non-prolifération. S'il est vrai que ce pays a le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce droit est assorti d'obligations. Téhéran a perdu la confiance du Conseil des gouverneurs de l'AIEA et du Conseil de sécurité en dissimulant ses activités nucléaires. M<sup>me</sup> Swords exhorte le Gouvernement iranien à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et l'encourage à accepter le dispositif de mesures proposé par le groupe EU3+3.

49. Elle appelle tous les États non dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait à conclure un accord de garanties généralisées avec l'AIEA, et prie tous les États qui ont conclu un tel accord à signer un protocole additionnel. Ensemble, ces instruments doivent constituer le critère de vérification voulu par l'article III du TNP, et ils doivent devenir une condition à la fourniture d'équipements, de matières et de technologies nucléaires à tous les États non dotés d'armes nucléaires. M<sup>me</sup> Swords encourage tous les États à appliquer la résolution 1540 du Conseil de sécurité.

50. S'agissant de la question du désarmement nucléaire, elle se félicite des réductions opérées par certains des États dotés d'armes nucléaires, même si les ogives intactes sont encore trop nombreuses et si la voie vers de nouvelles réductions n'est encore ni clairement tracée ni irréversible. Elle encourage les États parties dotés d'armes nucléaires à poursuivre des négociations sur des mesures effectives vers un désarmement nucléaire et à mettre en œuvre les engagements pris lors des Conférences d'examen de 1995 et 2000.

51. Le TICE n'est toujours pas entré en vigueur, et elle exhorte tous les États qui ne l'ont pas encore fait à le ratifier et à travailler à l'achèvement du système international de surveillance.

52. Si la Conférence du désarmement a fait de modestes progrès, l'ouverture de négociations sur l'arrêt de la production de matières fissiles se fait toujours attendre. Le Canada est favorable à des discussions visant à codifier les garanties de sécurité négatives sur une base juridiquement contraignante et à créer des zones exemptes d'armes nucléaires.

53. Les applications nucléaires civiles peuvent favoriser la prospérité, contribuer au développement durable, limiter les émissions de gaz à effet de serre et réduire les disparités entre pays développés et pays en développement. Toutefois, le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est assorti de la condition de l'exécution des obligations en matière de non-prolifération inscrites dans le TNP. Le Canada appuie les nouvelles initiatives en faveur du cycle du combustible international qui concernent à la fois les utilisations pacifiques et les préoccupations quant aux risques de prolifération, n'interfèrent pas de façon significative sur la liberté économique et reposent sur des critères qui consacrent et valorisent les pratiques d'un État en matière de non-prolifération.

54. Le TNP est un instrument international presque universel, et le Canada appelle les États qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires.

55. L'amélioration de la crédibilité et de l'efficacité globales du TNP constitue un autre objectif essentiel aux yeux du Canada qui, en 2005, a soumis un document de travail dans lequel il proposait certaines améliorations institutionnelles, telles que la création d'un bureau restreint permanent chargé de maintenir l'impulsion et la continuité d'action.

56. **M. Cheng Jingye** (Chine) dit que depuis son entrée en vigueur, le TNP a joué un rôle irremplaçable dans la prévention de la prolifération des armes nucléaires, dans la promotion du processus de désarmement nucléaire et dans le développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et qu'il a, du même coup, contribué à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, l'universalité, l'autorité et l'efficacité du TNP exigent que soient réglées des questions telles que les incertitudes qui pèsent actuellement sur la sécurité, les menaces non traditionnelles, le lien entre terrorisme et armes de destruction massive, les tensions nucléaires régionales en suspens et l'augmentation de la demande mondiale d'énergie nucléaire.

57. La lutte contre la prolifération des armes nucléaires requiert une approche globale. Premièrement, il faut élaborer une nouvelle conception de la sécurité basée sur la confiance réciproque, les avantages mutuels, l'égalité et la concertation. Deuxièmement, les problèmes de prolifération doivent être résolus par le dialogue et la négociation, car le recours aux pressions, aux sanctions ou à la force ne représente pas une solution

suffisamment efficace en soi, et il ne fait qu'aggraver la situation. Troisièmement, la nature impartiale et non discriminatoire du régime international de non-prolifération nucléaire doit être préservée.

58. Le Gouvernement chinois prend une part active aux efforts internationaux visant à prévenir la prolifération nucléaire: il a adhéré à tous les traités internationaux pertinents, signé tous les protocoles pertinents aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, a conclu avec les pays de l'ASEAN un accord concernant le Protocole annexé au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est et applique scrupuleusement la résolution 1540 du Conseil de sécurité et les autres résolutions pertinentes en matière de non-prolifération. Il a mis en place un système complet de lois et de règlements sur le contrôle des exportations nucléaires et continue de prendre des mesures efficaces pour assurer leur mise en œuvre.

59. Avec la participation de la Chine, les pourparlers à six sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne ont produit des résultats substantiels, et la Chine travaille avec acharnement avec les autres parties pour poursuivre ces progrès.

60. Sur la question nucléaire iranienne, une solution diplomatique doit être recherchée. Lors d'une réunion qui s'est déroulée à Shanghai il y a deux semaines, trois représentants du groupe EU3+3 ont examiné une proposition d'ensemble pour la reprise de ces négociations. Si la République islamique d'Iran respecte ses obligations découlant du TNP, son droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire doit, lui aussi, être respecté.

61. Pour atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires, tous les États dotés de telles armes doivent s'engager à les détruire, s'abstenir de développer de nouveaux types d'armes et réduire la place du nucléaire dans leurs politiques de sécurité nationale. Les deux pays qui possèdent les plus vastes arsenaux doivent prendre l'initiative en matière de désarmement nucléaire. Les 13 mesures pratiques convenues lors de la Conférence d'examen de 2000 sont toujours d'actualité, et l'esprit et les principes qui les sous-tendent doivent continuer à être défendus, tandis que de nouvelles propositions tenant compte des derniers développements doivent être faites.

62. La communauté internationale doit conclure un instrument juridique international visant à apporter des garanties de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires. Tous les États dotés d'armes nucléaires doivent, comme la Chine, s'engager à ne pas être les premiers à employer l'arme nucléaire et renoncer à employer ou menacer d'employer l'arme nucléaire contre les États qui n'en sont pas dotés.

63. La Chine exerce la plus grande modération en ce qui concerne le développement d'armes nucléaires, elle appuie l'entrée en vigueur rapide du TICE et elle continuera de respecter le moratoire sur les essais nucléaires. La Conférence du désarmement doit entamer des négociations sur un traité sur les matières fissiles et des travaux de fond sur la prévention de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique et sur les questions connexes.

64. Le droit des États non dotés d'armes nucléaires d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ne doit pas être limité ou refusé au nom de la non-prolifération. La communauté internationale doit trouver une approche qui garantisse ce droit, empêche la prolifération nucléaire et promeuve la coopération internationale. À cet égard, la Chine note la proposition visant à créer des mécanismes multilatéraux de gestion du cycle du combustible nucléaire. Elle prend acte des travaux accomplis par l'AIEA pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et appuie les efforts faits par l'agence pour fournir une assistance accrue aux pays en développement. La Chine a coopéré et coopérera de diverses manières avec d'autres pays, y compris des pays en développement, sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

65. **M<sup>me</sup> Millar** (Australie) dit que la déclaration faite en 2005 par l'Initiative des sept pays, dont l'Australie, a mis en évidence un consensus apparu dans un groupe d'États diversifié, constitué d'États dotés et non dotés d'armes nucléaires, et c'est dans cet esprit de partenariat que l'Australie entend travailler avec tous les États pour faire progresser les objectifs communs de non-prolifération et de désarmement.

66. La Conférence d'examen de 2010 doit produire des résultats pour chacun des trois piliers du Traité. L'objectif ultime d'un monde exempt d'armes nucléaires ne sera jamais réalisé sans les efforts soutenus et inventifs de tous les États visant à maintenir et à renforcer le TNP.

67. Tous les États dotés d'armes nucléaires doivent procéder à des réductions irréversibles des armes nucléaires de tous types. Ils doivent d'urgence signer et ratifier le TICE. En particulier, les États-Unis et la Fédération de Russie doivent conclure un nouvel accord contraignant pour réduire le nombre de leurs armes nucléaires de façon systématique et vérifiable. Un effort dynamique de la part des deux pays qui détiennent la grande majorité des armes nucléaires du monde marquerait une avancée significative de la cause du désarmement nucléaire. Entre temps, les États non dotés d'armes nucléaires doivent adhérer au Traité et appuyer pleinement l'ouverture des négociations sur un traité visant à interdire la production de matières fissiles. La volonté de négocier est actuellement contrariée par la plus petite des minorités.

68. L'Australie s'inquiète du peu d'améliorations intervenues sur le plan de la non-prolifération depuis la précédente session du Comité. La République islamique d'Iran continue à saper le régime international de non-prolifération en continuant à s'efforcer de se doter de moyens d'enrichissement de l'uranium en l'absence de justification civile convaincante et en refusant de se soumettre aux décisions de l'AIEA et du Conseil de sécurité. Personne ne songerait à nier que l'Iran a légitimement le droit à l'énergie nucléaire pacifique, mais ces droits ne sont pas sans conditions: ils doivent s'exercer en conformité avec les articles I, II et III du Traité.

69. **M<sup>me</sup> Millar** fait part de sa déception devant le refus persistant de la République populaire démocratique de Corée de respecter ses engagements en vertu de l'accord conclu à six parties de fournir une déclaration complète et exacte au sujet de ses programmes nucléaires. Le pays doit saisir l'occasion de retrouver la communauté internationale en faisant une déclaration sans plus tarder.

70. En tant que gros fournisseur d'uranium, l'Australie reconnaît le rôle important joué par les fournisseurs dans la non-prolifération nucléaire. Elle a fait de l'adhésion au Protocole additionnel une condition préalable aux livraisons en direction des États non dotés d'armes nucléaires qui devraient également être tenus de conclure des accords de garanties généralisées avec l'AIEA. Grâce à l'AIEA, les pays en développement peuvent utiliser le nucléaire civil. L'Australie soutient un certain nombre d'accords régionaux de coopération dans la région Asie-Pacifique et elle est un acteur essentiel dans les mécanismes internationaux mis en place pour faire en sorte que le marché international du nucléaire renforce la non-prolifération, sans restreindre l'accès au nucléaire civil.

71. **M. Mackay** (Nouvelle-Zélande), s'exprimant au nom de la Coalition pour un nouvel ordre du jour (Afrique du Sud, Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande et Suède), dit que l'expérience de l'échec de la Conférence d'examen de 2005 a montré que, tant que la communauté internationale ne mettrait pas en place un cadre commun pour aborder la Conférence d'examen de 2010, les chances de succès seraient minces. La présente session du Comité préparatoire fournit une occasion d'explorer les possibles terrains d'entente à consolider dans les deux prochaines années. La Coalition est sur le point de soumettre un nouveau document de travail consacré aux sept domaines qui requièrent une attention urgente: l'universalité, les doctrines nucléaires, la réduction des

forces nucléaires, les garanties de sécurité, les zones exemptes d'armes nucléaires, la négociation d'un traité sur les matières fissiles et une interdiction des essais d'armes nucléaires.

72. Certains progrès ont été accomplis au cours de la dernière année pour rendre le Traité plus transparent. L'intensification des efforts faits par certains États dotés d'armes nucléaires pour fournir des informations en application de l'article VI devrait contribuer positivement à la mise en œuvre des obligations en matière de désarmement nucléaire. La Coalition se réjouit de ce que certains États dotés d'armes nucléaires ont indiqué qu'ils envisageaient d'opérer de nouvelles réductions de leurs arsenaux. Il est toutefois très préoccupant de noter que la modernisation de certaines autres forces nucléaires semble toujours d'actualité. Les États ne devraient pas mettre au point de nouvelles armes nucléaires ni d'armes nucléaires dotées de nouvelles capacités militaires, et ils ne devraient pas non plus remplacer ou moderniser leurs systèmes d'armes. En outre, certains États dotés d'armes nucléaires continuent à s'appuyer sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Le fait de considérer l'arme nucléaire comme un élément de renforcement de la sécurité alimente la perception erronée selon laquelle elle constitue un maillon essentiel de tout dispositif militaire moderne. La mise en œuvre du Traité sera facilitée par son universalisation. Aucun effort ne doit être épargné à cette fin, et la Coalition exhorte l'Inde, Israël et le Pakistan à adhérer au Traité sans délai et sans conditions. Tous les États doivent respecter leurs engagements.

73. La Coalition appuie l'ouverture immédiate, à la Conférence du désarmement, de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles qui, pour être efficace, devra comprendre un mécanisme de vérification et couvrir les stocks existants. Il est préoccupant de constater que les travaux sur la question n'ont pas encore commencé. Tous les membres de la Conférence du désarmement doivent faire preuve de la flexibilité requise.

74. **M. Portales** (Chili), s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de la République dominicaine, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, de Panama, du Pérou et du Venezuela, à savoir des pays d'Amérique latine et des Caraïbes parties au Traité, dit que les trois piliers du Traité se renforcent mutuellement et concourent tous au même objectif, qui est de parvenir à la paix et à la sécurité internationales. Toute initiative visant à modifier l'équilibre entre les exigences prévues par le Traité ne ferait que l'affaiblir. La non-prolifération et le désarmement internationaux sont essentiels. Un système de surveillance de la prolifération non seulement horizontale, mais aussi verticale, doit être mis en place. Le désarmement nucléaire général et complet correspond à un engagement pris en vertu du Traité, en particulier par les États dotés d'armes nucléaires. Il est inacceptable que certains pays insistent sur la possibilité de continuer à pouvoir employer des armes nucléaires. Il faut élaborer un instrument juridiquement contraignant par lequel les États dotés d'armes nucléaires s'engagent sans conditions à ne pas employer ou menacer d'employer l'arme nucléaire contre des États qui n'en sont pas dotés. Un tel instrument ne remplacerait pas l'article VI du Traité, mais il lui serait complémentaire.

75. Les conditions sont, semble-t-il, réunies pour engager des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires. Pour contribuer efficacement au désarmement et à la non-prolifération, un tel traité devra comporter un mécanisme de vérification et couvrir les stocks existants. M. Portales se félicite de la ratification du TICE par la Colombie, un des 44 États dont la ratification est requise aux fins de l'entrée en vigueur du Traité, et exhorte les autres États à suivre cet exemple. Il appelle également à une ratification universelle du Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Le déploiement d'armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique est

expressément interdit par le Traité de 1967 sur l'espace, qui doit être mis en œuvre dans son intégralité.

76. Les États parties au TNP jouissent du droit inaliénable d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination, et de coopérer dans l'échange de matières, d'équipement et de technologie, avec un accent particulier sur le développement économique durable.

77. M. Portales réaffirme l'appui des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à la création de zones exemptes d'armes nucléaires, qui contribuent grandement à la paix et à la sécurité internationales. Les pays appartenant aux zones existantes doivent renforcer leur coordination et leur coopération, et une deuxième conférence sur les zones exemptes d'armes nucléaires doit être organisée. Entre temps, les États dotés d'armes nucléaires doivent garantir pleinement qu'ils respecteront ces zones et qu'ils s'abstiendront d'employer des armes nucléaires contre leurs membres.

78. Le multilatéralisme est essentiel au désarmement et à la non-prolifération nucléaire, car il permet l'adoption de mécanismes universels ouverts à la participation de tous les États. Le TNP lui-même sera renforcé si tous les États y adhèrent, soumettent leurs installations nucléaires au système de garanties généralisées de l'AIEA et mènent des activités nucléaires en tenant dûment compte du désarmement et de la non-prolifération.

79. **M. Puja** (Indonésie), s'exprimant au nom des États parties au Traité membres du Mouvement des pays non alignés, déclare que, malheureusement, l'unilatéralisme et le non-respect du Traité menacent les efforts de désarmement nucléaire. Pourtant, comme l'a souvent affirmé le Mouvement des pays non alignés, le multilatéralisme est le seul moyen durable de régler les questions de sécurité internationale. La Conférence d'examen de 2010 est une occasion d'établir un cadre multilatéral dont les États devraient tirer pleinement parti. Les documents de travail soumis par les pays non alignés lors de la première session du Comité préparatoire renferment des recommandations susceptibles de renforcer le processus d'examen, qui devrait aussi porter sur les trois piliers du Traité. L'absence d'équilibre dans l'application du Traité menace tout le régime d'effondrement. Les États dotés d'armes nucléaires, malheureusement, continuent de croire à l'importance des armes nucléaires, bien qu'il a été très largement démontré que la dépendance totale vis-à-vis de ces armes ne garantit en aucun cas la sécurité. Pis encore, ils ont créé les conditions favorables à une course aux armements. Les récents événements, en particulier au Moyen-Orient, témoignent d'une tendance à la prolifération verticale et indiquent que les États dotés d'armes nucléaires ne respectent pas leurs engagements au titre de l'article VI du Traité. Il est particulièrement préoccupant de constater qu'un État doté d'armes nucléaires a adjoint à son arsenal un sous-marin équipé de missiles balistiques nucléaires. La Conférence d'examen doit réclamer un calendrier précis pour la mise en œuvre de l'article VI.

80. La Conférence de 2005 n'a produit aucun document final, notamment en raison d'un désaccord sur des questions de procédure qui a pris un temps précieux au détriment de l'examen des questions de fond. Le Comité doit tirer les leçons des erreurs passées et progresser rapidement vers un consensus sur les questions de procédure en suspens, afin de pouvoir examiner effectivement le fonctionnement du Traité et les résultats des Conférences d'examen de 1995 et de 2000.

81. Le Traité a pour objectif d'instaurer un équilibre entre les obligations et les responsabilités respectives des États dotés d'armes nucléaires et des États non dotés d'armes nucléaires, qui ont le droit inaliénable d'étudier, de valoriser, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination. La prorogation illimitée du Traité ne donne cependant pas aux États dotés d'armes nucléaires le droit de posséder indéfiniment de telles armes. Compte tenu des risques d'accidents, de vol ou

d'acquisition d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires par des terroristes, les États dotés d'armes nucléaires doivent être prêts à accepter que l'élimination totale de ces armes est la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes.

82. En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, la conclusion d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant visant à apporter des garanties de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité doit être envisagée en priorité. Les États dotés d'armes nucléaires doivent, comme indiqué dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, respecter les choix et les décisions de chaque pays dans le domaine du nucléaire civil. Les dispositions de l'article IV du Traité sont explicites à cet égard, elles ne laissent aucune place à quelque réinterprétation du Traité que ce soit et n'assujettissent l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par les États non dotés d'armes nucléaires à aucune condition. Entre temps, les États dotés d'armes nucléaires doivent s'abstenir de partager leur savoir-faire nucléaire à des fins militaires. Il faut aussi interdire complètement le transfert d'équipements, de renseignements, de matières, de ressources ou de dispositifs en rapport avec le nucléaire au profit d'États non parties au Traité. De tels transferts sont contraires au paragraphe 2 de l'article III du Traité.

83. Une autre composante importante du TNP est la création de zones exemptes d'armes nucléaires, qui contribuent à l'objectif de désarmement mondial. Le Mouvement des pays non alignés se félicite par conséquent de la création d'une telle zone en Asie centrale et réaffirme son appui à la création d'une zone similaire au Moyen-Orient, conformément à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité. La Conférence de 2000 a réaffirmé qu'il importait qu'Israël adhère au TNP et soumette toutes ses installations nucléaires à des accords de garanties généralisées avec l'AIEA, dans l'intérêt de l'universalisation du TNP au Moyen-Orient. M. Puja appelle une nouvelle fois à la création d'un organe subsidiaire de la Commission principale II de la Conférence d'examen de 2010 qui examinera et recommandera des propositions sur l'application de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995 par la Conférence d'examen et de prorogation et du Document final de la Conférence de 2000. S'agissant du droit de se retirer du Traité tel qu'il est prévu à l'article X, le Mouvement des pays non alignés estime que le droit des États de se retirer de traités ou de conventions internationales doit être régi par le droit international des traités.

84. **M. Hosseini** (République islamique d'Iran), s'exprimant au titre de l'exercice du droit de réponse, regrette qu'un certain nombre de délégations, notamment la délégation slovène, s'exprimant au nom de l'Union européenne, ont déformé la vérité en condamnant le programme nucléaire civil iranien. Cette déclaration longue et outrancière, qui critique la République islamique d'Iran, passe totalement sous silence la politique nucléaire israélienne, qui menace pourtant la paix de la région et la sécurité de la communauté internationale tout entière. En outre, deux membres de l'Union européenne sont dotés d'armes nucléaires, et les autres sont placés sous leur parapluie nucléaire. Il est difficile d'imaginer comment d'autres États pourraient avoir confiance dans leurs déclarations. La République islamique d'Iran, quant à elle, s'acquitte pleinement de ses engagements au titre du Traité. Elle ne reconnaît à aucun État le droit de dresser des obstacles pour l'empêcher d'utiliser l'énergie nucléaire.

*La séance est levée à 13 heures.*